

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2013/14010]

8 JANVIER 2013. — Arrêté royal relatif à la perception et la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et portant exécution de certaines dispositions de cette convention

## RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à la signature de Votre Majesté, après délibération en Conseil des Ministres, parvient à assurer l'exécution de la loi du 20 janvier 2011 portant exécution de l'accord de coopération du 3 décembre 2009 entre l'Etat fédéral et les Régions concernant la mise en œuvre de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et portant exécution de la Convention.

L'exécution contient 3 éléments. L'effet du système de perception immédiate introduit par la loi, la désignation des experts qui peuvent mettre à l'épreuve le système d'assèchement et en dernier lieu la désignation des autorités compétentes qui délivreront le carnet des huiles usagées.

## Préambule

Le préambule a été complété conformément à l'avis du Conseil d'Etat.

## Commentaire des articles

L'article 1<sup>er</sup>

Le premier article contient quelques définitions qui sont utilisées ultérieurement dans le texte.

Suite à l'avis du Conseil d'Etat les définitions sont complétées par une définition pour : Etat contractant.

## L'article 2

Cet article désigne les fonctionnaires qui sont compétents pour rechercher et constater les infractions.

## L'article 3

Le premier paragraphe de cet article contient la référence vers le catalogue des amendes. Et le deuxième paragraphe contient les procédures en cas de concours.

## L'article 4

Le quatrième article contient les 3 procédures pour passer à la perception du montant. Il s'agit d'un paiement par carte de banque ou de crédit, d'un paiement par virement ou d'un paiement au comptant. Il a été opté pour un système de cascade où le paiement au comptant serait la dernière possibilité. Ceci pour assurer que le contrôle sur le terrain se déroule le mieux possible.

## L'article 5

Si le contrevenant conteste l'infraction, il doit consigner une somme. La procédure décrite dans cet article est prévue afin d'assurer le paiement des amendes.

## L'article 6

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

## L'article 7

Cet article détermine que l'essai du système d'assèchement doit être exécuté par une société de classification agréée. Ce choix a été fait parce que, pour l'instant ce sont aussi ces sociétés qui effectuent ce travail et qui disposent donc de l'expertise nécessaire.

Pour cet article le Conseil d'Etat a remarqué qu'« Etat contractant » devrait être défini. L'article 1<sup>er</sup> est complété dans ce sens.

## L'article 8

Cette disposition octroie au Service public fédéral Mobilité et Transports la compétence de délivrer les carnets de contrôle des huiles usagées. Cette désignation est nécessaire parce qu'elle est imposée par la convention elle-même. Il s'indique de prévoir une rétribution parce qu'il s'agit d'un document international et que dans la négative le danger existe que les services concernés seraient submergés de demandes étrangères du fait que dans les autres Etats ce document est aussi délivré contre paiement.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2013/14010]

8 JANUARI 2013. — Koninklijk besluit betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken op het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van sommige bepalingen van dit verdrag

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat na beraadslaging in de Ministerraad aan uwe Majesteit ter ondertekening wordt voorgelegd, strekt ertoe om de uitvoering te verzekeren van de wet van 20 januari 2011 houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 3 december 2009 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitvoering van het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van het Verdrag.

De uitvoering omvat 3 elementen. De uitwerking van het systeem van onmiddellijke inning dat door de wet is ingevoerd, de aanduiding van de deskundigen die kunnen overgaan tot de beproeving van de nalenssystemen en tot slot de aanduiding van de bevoegde instantie die het olieafgifteboekje zal verstrekken.

## Aanhef

De aanhef werd aangevuld overeenkomstig het advies van de Raad van State.

## Artikelsgewijze bespreking

## Artikel 1

Het eerste artikel bevat enkele definities die verder in de tekst gebruikt worden.

Na advies van de Raad van State zijn de definities aangevuld met een definitie voor : Verdragsstaat.

## Artikel 2

Dit artikel duidt de ambtenaren aan die bevoegd zijn om de overtredingen op te sporen en vast te stellen.

## Artikel 3

De eerste paragraaf van dit artikel bevat de verwijzing naar de boetecatalogus. En de tweede paragraaf bevat de werkwijze bij samenloop.

## Artikel 4

Het vierde artikel bevat de 3 procedures om tot inning van de som over te gaan. Het gaat over de betaling met bank of kredietkaart, een betaling met een overschrijving of een contante betaling. Er is voor gekozen om een cascadesysteem in te voeren met betaling in contanten als laatste mogelijkheid. Dit om de controle op het terrein zo soepel mogelijk te laten verlopen.

## Artikel 5

Indien de overtreder de inbreuk betwist, dient hij een som in consignatie te geven. De procedure die in dit artikel beschreven staat is er gekomen om de betaling van de boetes te verzekeren.

## Artikel 6

Dit artikel vergt geen verdere toelichting.

## Artikel 7

Dit artikel bepaalt dat de beproeving van het nalenssysteem moet worden uitgevoerd door een erkende classificatiemaatschappij. De keuze hiervoor werd gemaakt omdat het momenteel ook al deze maatschappijen zijn die dit werk uitvoeren en dus de benodigde expertise in huis hebben.

Bij dit artikel heeft de Raad van State opgemerkt dat « Verdragsstaat » moest gedefinieerd worden. Artikel 1 is in die zin aangevuld.

## Artikel 8

Deze bepaling maakt de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer bevoegd om olieafgifteboekjes te verstrekken. Deze aanduiding is nodig omdat het afvalstoffenverdrag een dergelijke aanduiding vereist. De retributie is ingevoerd omdat het hier een internationaal document betreft en dat het gevaar bestaat dat de desbetreffende diensten anders een toevloed aan buitenlandse aanvragen te verwerken krijgen aangezien dit document ook daar enkel tegen betaling kan verkregen worden.

## L'article 9

Contient la formule de mise en vigueur.

Annexe 1<sup>er</sup> : amendes

Dans son avis, le Conseil d'Etat a indiqué que quelques amendes concernent des matières avec compétence régionale. Conformément à cet avis ces amendes ont été supprimées de l'énumération.

## Avis requis

Comme prescrit, les gouvernements régionaux ont été associés à l'élaboration du texte de l'arrêté royal. Par ailleurs, ce texte a été soumis, pour avis, au Conseil des Ministres et au Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de votre Majesté,  
les très respectueux  
et fidèles serviteurs.

La Ministre de l'Intérieur,

Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

M. WATHELET

AVIS 52.119/4 DU 24 OCTOBRE 2012  
DU CONSEIL D'ETAT,  
SECTION DE LEGISLATION

Un projet d'arrêté royal relatif à la perception et la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et portant exécution de certaines dispositions de cette convention'

Le 28 septembre 2012, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal relatif à la perception et la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et portant exécution de certaines dispositions de cette convention'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 24 octobre 2012. La chambre était composée de Robert Andersen, premier président du Conseil d'Etat, Pierre Liénardy, président de chambre, Jacques Jaumotte, conseiller d'Etat, Sébastien Van Drooghenbroeck, assesseur, et Colette Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves Chauffoureaux, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Liénardy.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 octobre 2012.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## Formalités préalables

Le projet examiné doit être soumis à la procédure d'association des gouvernements de région, conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements de région et datées, tout comme la demande d'avis, du 24 septembre 2012.

Il revient donc à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

## Artikel 9

Bevat de formule voor inwerkingtreding.

Bijlage 1 : boetes

In haar advies heeft de Raad van State gezegd dat enkele van de boetes een Gewestbevoegdheid betreffen. Overeenkomstig het uitgebrachte advies zijn deze boetes uit de opsomming van de boetes verwijderd.

## Vereiste adviezen

Zoals voorgeschreven, werden de Gewestregeringen betrokken bij de opstelling van het koninklijk besluit. Bovendien werd de tekst ook voor advies voorgelegd aan de Ministerraad en aan de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en getrouwe dienaars.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,

M. WATHELET

ADVIES 52.119/4 VAN 24 OKTOBER 2012  
VAN DE RAAD VAN STATE,  
AFDELING WETGEVING

Een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken op het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van sommige bepalingen van dit verdrag'

Op 28 september 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken op het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van sommige bepalingen van dit verdrag'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 24 oktober 2012. De kamer was samengesteld uit Robert Andersen, eerste voorzitter van de Raad van State, Pierre Liénardy, kamervoorzitter, Jacques Jaumotte, staatsraad, Sébastien Van Drooghenbroeck, assessor, en Colette Gigot, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves Chauffoureaux, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Liénardy.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 oktober 2012.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## Voorafgaande vormvereisten

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het voorliggende ontwerp.

In het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag bevinden zich evenwel alleen de afschriften van de brieven die aan de verschillende gewestregeringen zijn gericht en die net als de adviesaanvraag 24 september 2012 zijn gedateerd.

De steller van het ontwerp moet er bijgevolg voor zorgen dat dit voorafgaande vormvereiste volledig vervuld is.

## Observations particulières

## Préambule

1. A l'alinéa 2, il convient de viser plus particulièrement, au titre de fondement légal du projet, les articles 4, 6, § 1<sup>er</sup>, 7 § 2, et 8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 janvier 2011 portant exécution de l'accord de coopération du 3 décembre 2009 entre l'Etat fédéral et les Régions concernant la mise en œuvre de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996, et portant exécution de la Convention'.

2. L'alinéa 4 doit être complété par la date de l'accord du Ministre du Budget, le 27 août 2012.

3. Il y a lieu de compléter le préambule par un visa rédigé comme suit :

« Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise; ».

## Dispositif

## Article 4

Le modèle de document cité à l'article 4, § 2, 2), alinéa 2, du projet, ne figure pas dans le projet d'annexe 2 soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat. Cette dernière doit être complétée.

## Article 7

La notion d'« Etat contractant », utilisée à l'article 7 du projet, gagnerait à être définie. L'article 1<sup>er</sup> du projet pourrait utilement être complété sur ce point.

## Annexe 1

Aux termes de l'article 4, 3°, 4° et 5°, de l'accord de coopération du 3 décembre 2009 entre l'Etat fédéral et les Régions concernant la mise en œuvre de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996, approuvé par la loi du 19 juin 2008, l'Autorité fédérale est notamment tenue, dans le cadre de l'exercice de ses compétences, de :

« 3° fixer les droits et obligations du conducteur conformément au Règlement d'application de la Convention;

4° fixer les obligations de l'exploitant du bâtiment, du donneur d'ordre et du destinataire de la cargaison, conformément au Règlement d'application de la Convention;

5° définir les infractions aux dispositions qui relèvent de ses compétences et fixer les sanctions pénales ou administratives ».

L'article 3, 3° et 15°, du même accord de coopération prévoit également que chaque autorité régionale est, pour sa part, notamment tenue de :

« 3° introduire une procédure uniforme pour l'avitaillement en gasoil afin de veiller à ce que le conducteur et les stations d'avitaillement remplissent les obligations qui leur incombent en vertu du Règlement d'application, Partie A de la Convention en prévoyant en particulier l'obligation pour le conducteur de payer une rétribution d'élimination lors de chaque avitaillement en gasoil et l'obligation pour les stations d'avitaillement de communiquer à l'institution nationale chaque trimestre les quantités de gasoil fournies;

[]

15° définir les infractions aux dispositions qui relèvent de ses compétences et fixer les sanctions pénales ou administratives ».

Au regard de cette répartition des rôles dans le cadre de l'exécution de la Convention précitée, telle qu'elle est définie dans l'accord de coopération du 3 décembre 2009 précité, il revient aux Régions de définir les obligations incombant aux stations d'avitaillement dans le cadre de la procédure uniforme d'avitaillement prévue à l'article 3, 3°, de l'accord de coopération et de déterminer les sanctions applicables en cas de manquement à ces obligations.

L'annexe 1 du projet examiné doit dès lors être revue en ce sens que les points 10, 11 et 12 relevant de la compétence régionale doivent être omis.

Le greffier,  
C. Gigot.

Le premier président,  
R. Andersen.

## Bijzondere opmerkingen

## Aanhef

1. In het tweede lid dienen als rechtsgrond van het ontwerp meer in het bijzonder de artikelen 4, 6, § 1, 7, § 2, en 8, § 1, te worden vermeld van de wet van 20 januari 2011 houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 3 december 2009 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitvoering van het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van het Verdrag'.

2. Het vierde lid dient te worden aangevuld met de datum van de akkoordbevinding van de minister van Begroting, namelijk 27 augustus 2012.

3. De aanhef dient te worden aangevuld met een als volgt gesteld lid :

« Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is; ».

## Dispositief

## Artikel 4

Het model van het document waarvan sprake is in artikel 4, § 2, 2), tweede lid, van het ontwerp komt niet voor in het ontwerp van bijlage 2 dat ter fine van advies aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State is voorgelegd. Die ontworpen bijlage dient te worden aangevuld.

## Artikel 7

Het begrip « verdragsstaat », dat in artikel 7 van het ontwerp gehanteerd wordt, zou gedefinieerd moeten worden. Het verdient aanbeveling artikel 1 van het ontwerp op dit punt aan te vullen.

## Bijlage 1

Luidens artikel 4, 3°, 4° en 5°, van het samenwerkingsakkoord van 3 december 2009 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitvoering van het Verdrag inzake de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996, met welk verdrag ingestemd is bij wet van 19 juni 2008, verplicht de federale overheid zich binnen het kader van de uitoefening van haar bevoegdheid ertoe om :

« 3° de rechten en de verplichtingen van de schipper overeenkomstig de uitvoeringsregeling van het Verdrag vast te stellen;

4° de verplichtingen van de vervoerder, de opdrachtgever en de ladingontvanger overeenkomstig de uitvoeringsregeling van het Verdrag vast te stellen;

5° de inbreuken op de bepalingen die onder haar bevoegdheid vallen te bepalen en de administratieve of strafmaatregelen vast te stellen ».

In artikel 3, 3° en 15°, van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt voorts bepaald dat iedere gewestelijke overheid zich harerzijds ertoe verplicht om :

« 3° te voorzien in een uniforme procedure voor het bunkeren van gasolie teneinde te voorzien dat de verplichtingen die krachtens deel A van de uitvoeringsregeling van het Verdrag op de schippers en bunkerbedrijven rusten, worden vervuld door in het bijzonder te bepalen dat de schipper verplicht wordt om bij elke bunkering van gasolie een verwijderingsbijdrage te betalen en bunkerbedrijven verplicht worden om elk trimester de geleverde hoeveelheid gasolie te melden aan het nationaal instituut;

[]

15° de inbreuken op de bepalingen die onder haar bevoegdheid vallen te bepalen en de administratieve of strafmaatregelen vast te stellen. »

In het licht van deze taakverdeling in het kader van de uitvoering van het voornoemde Verdrag, zoals die bepaald wordt in het voormelde samenwerkingsakkoord van 3 december 2009, staat het aan de gewesten te bepalen welke verplichtingen op de bunkerbedrijven rusten in het kader van de uniforme bunkeringsprocedure waarin artikel 3, 3°, van het samenwerkingsakkoord voorziet en vast te stellen welke strafmaatregelen gelden ingeval die verplichtingen niet worden nagekomen.

Bijlage 1 bij het voorliggende ontwerp dient dan ook aldus herzien te worden dat de punten 10, 11 en 12, die onder de bevoegdheid van de gewesten vallen, geschrapt worden.

De griffier,  
C. Gigot.

De eerste voorzitter,  
R. Andersen.

8 JANVIER 2013. — Arrêté royal relatif à la perception et la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et portant exécution de certaines dispositions de cette convention

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 janvier 2011 portant assentiment à l'Accord de coopération du 3 décembre 2009 entre l'Etat fédéral et les Régions concernant la mise en œuvre de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996;

Vu la loi du 20 janvier 2011 portant exécution de l'accord de coopération du 3 décembre 2009 entre l'Etat fédéral et les Régions concernant la mise en œuvre de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et portant exécution de la Convention, les articles 4, 6, § 1<sup>er</sup>, 7, § 2 et 8, § 1<sup>er</sup>.

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 août 2012;

Vu l'association des Gouvernements de région;

Vu l'avis n° 52.119/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 octobre 2012 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1° des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à la Mobilité et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° loi : la loi du 20 janvier 2011 portant exécution de l'accord de coopération du 3 décembre 2009 entre l'Etat fédéral et les Régions concernant la mise en œuvre de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et portant exécution de la Convention;

2° règlement d'application : le règlement d'application repris en annexe 2 à la Convention.

3° Etat contractant : un Etat ayant consenti à être lié par la Convention, relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996, et pour lequel la Convention est en vigueur.

**Art. 2.** Sans préjudice des pouvoirs des agents et officiers de police judiciaire, les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet, ainsi que la police fédérale chargée de la police des eaux, sont chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions de la loi et du présent arrêté.

**Art. 3.** Dans les conditions fixées par les articles 6 à 8 de la loi, les infractions constatées sur les voies navigables du Royaume et énumérées à l'annexe 1 du présent arrêté peuvent donner lieu à la perception par infraction de la somme figurant à la même annexe.

Si lors d'un contrôle plusieurs infractions sont constatées, la somme totale exigée ne peut pas dépasser 2.000 euros.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. En cas de perception de la somme, il est fait usage des formulaires numérotés rassemblés en carnets numérotés et conformes au modèle repris en annexe 2 du présent arrêté.

8 JANUARI 2013. — Koninklijk besluit betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken op het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van sommige bepalingen van dit verdrag

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 januari 2011 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 3 december 2009 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitvoering van het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996;

Gelet op de wet van 20 januari 2011 houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 3 december 2009 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitvoering van het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van het Verdrag, de artikelen 4, 6, § 1, 7, § 2 en 8, § 1.

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 juni 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting d.d. 27 augustus 2012;

Gelet op de betrokkenheid van de Gewestregeringen;

Gelet op advies nr. 52.119/4 van de Raad van State, gegeven op 24 oktober 2012 met toepassing van artikel 84, § 1, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Mobiliteit en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° wet : de wet van 20 januari 2011 houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 3 december 2009 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitvoering van het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van het Verdrag;

2° uitvoeringsregeling : de uitvoeringsregeling gevoegd als bijlage 2 bij het Verdrag.

3° Verdragsstaat : een Staat die ermee heeft ingestemd te worden gebonden door het Verdrag, inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996, en ten aanzien waarvan het Verdrag in werking is getreden.

**Art. 2.** Onverminderd de bevoegdheden van de agenten en de officieren van de gerechtelijke politie zijn de met scheepvaartcontrole belaste ambtenaren, die daartoe aangesteld zijn alsmede de federale politie belast met de politie te water gelast de overtredingen van de wet en dit besluit op te sporen en vast te stellen.

**Art. 3.** Onder de voorwaarden gesteld in de artikelen 6 tot en met 8 van de wet kunnen de overtredingen die vastgesteld zijn op de scheepvaartwegen van het Koninkrijk en die opgesomd zijn in de bijlage 1 van dit besluit aanleiding geven tot de inning van de som per overtreding die in dezelfde bijlage voorkomt.

Als men bij een controle meerdere overtredingen vaststelt, mag de totale gevorderde som niet meer dan 2.000 euro bedragen.

**Art. 4.** § 1. Voor de inning van de som wordt gebruik gemaakt van genummerde formulieren, die samengevoegd zijn in genummerde boekjes en die overeenstemmen met het model bepaald in de bijlage 2 bij dit besluit.

§ 2. Le paiement peut s'effectuer de la manière suivante :

1) Paiement à l'aide d'une carte de banque ou de crédit.

Pour ce paiement, l'agent qualifié remplit les volets A, B et C du formulaire, dont :

- le volet A est envoyé au Ministère public près le tribunal de police compétent;
- le volet B reste attaché au carnet;
- le volet C est remis au contrevenant avec une preuve de l'exécution du paiement.

La somme à percevoir est toujours exprimée en euros.

2) Paiement par virement.

Le paiement par virement est d'application uniquement si la procédure décrite à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable et uniquement pour des personnes qui ont un domicile ou une résidence fixe en Belgique. Pour ce paiement, l'agent qualifié remplit les volets A, B et C du formulaire, dont :

- le volet A est envoyé au Ministère public près le tribunal de police compétent;
- le volet B reste attaché au carnet;
- le volet C est remis au contrevenant;

Un document comprenant un bulletin de virement est remis au contrevenant en même temps que le volet C du formulaire ou est envoyé en même temps ou après l'envoi de la copie du procès-verbal. Ce document comprend les éléments qui sont repris dans le modèle prévu en annexe 2 du présent arrêté. Il peut toutefois contenir des informations supplémentaires.

Dans le cas susmentionné, la communication structurée figurant sur le bulletin de virement est reprise sur le formulaire.

Le paiement par virement est effectué dans un délai de dix jours à compter de la remise ou de l'envoi du document, en mentionnant la communication structurée.

La date de paiement par l'organisme bancaire fait foi de la date de paiement.

La somme à percevoir est toujours exprimée en euros.

3) Paiement en liquide.

Le paiement en liquide est d'application uniquement si les procédures décrites aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ne sont pas applicables et uniquement pour des personnes qui n'ont pas un domicile ou une résidence fixe en Belgique. Pour ce paiement, l'agent qualifié remplit les volets A, B et C du formulaire, dont :

- le volet A est envoyé au Ministère public près le tribunal de police compétent;
- le volet B reste attaché au carnet;
- le volet C est remis au contrevenant.

La somme est payée en euros à l'aide de billets de banque et, le cas échéant, à l'aide de pièces de 1 ou 2 euros.

**Art. 5.** 1<sup>er</sup>. Lorsque le contrevenant conteste l'infraction constatée, la somme à consigner par infraction est égale à la somme à percevoir.

§ 2. En cas de consignation d'une somme, il est fait usage des formulaires numérotés rassemblés en carnets numérotés et conformes au modèle repris en annexe 2 du présent arrêté.

**Art. 6.** Lorsqu'un formulaire de perception ou de consignation d'une somme doit être annulé, l'agent qui le détient constate cette annulation par une mention, datée et signée, sur tous les volets du formulaire.

**Art. 7.** L'attestation relative à l'essai du système d'assèchement, dont il est question à l'appendice II du règlement d'application, doit être délivrée par une société de classification reconnue conformément aux dispositions de l'annexe VII de l'arrêté royal du 19 mars 2009 relatif aux prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure ou par un Etat contractant ou par un organisme agréé par un des Etats contractants.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le carnet de contrôle des huiles usagées visé à l'article 2.03 du règlement d'application est délivré par le Service public fédéral Mobilité et Transports.

§ 2. La délivrance du carnet de contrôle des huiles usagées donne lieu au paiement d'une redevance de 15 euros.

§ 2. De betaling kan op de volgende manier geschieden :

1) Betaling met bank- of kredietkaart.

Voor die betaling vult de bevoegde agent de stroken A, B en C van het formulier in, waarvan :

- strook A wordt verzonden aan het Openbaar Ministerie bij de bevoegde politierechtbank;
- strook B aan het boekje gehecht blijft;
- strook C aan de overtreder wordt overhandigd met een bewijs van de uitvoering van de betaling.

De te innen som wordt steeds uitgedrukt in euro.

2) Betaling met overschrijving.

De betaling met overschrijving is slechts van toepassing wanneer de procedure uit het eerste lid niet toepasbaar is en enkel voor personen die een woonplaats of vaste verblijfplaats in België hebben. Voor die betaling vult de bevoegde agent de stroken A, B en C van het formulier in, waarvan :

- strook A wordt verzonden aan het Openbaar Ministerie bij de bevoegde politierechtbank;
- strook B aan het boekje gehecht blijft;
- strook C aan de overtreder wordt overhandigd;

Een document met overschrijvingsformulier wordt aan de overtreder overhandigd tegelijkertijd met de strook C van het formulier of wordt tegelijkertijd met of na het afschrift van het proces-verbaal gestuurd. Dit document bevat de elementen die zijn opgenomen in het model bepaald in de bijlage 2 bij dit besluit. Het kan echter bijkomende inlichtingen bevatten.

In het voormelde geval wordt de gestructureerde mededeling die voorkomt op het overschrijvingsformulier hernomen op het formulier.

De betaling met overschrijving wordt uitgevoerd binnen een termijn van tien dagen te rekenen vanaf de afgifte of verzending van het document, met vermelding van de gestructureerde mededeling.

De datum van betaling door de bankinstelling geldt als bewijs van betaling.

De te innen som wordt steeds uitgedrukt in euro.

3) Betaling in geld.

De betaling in geld is slechts van toepassing wanneer de procedures uit het eerste en het tweede lid niet toepasbaar zijn en enkel voor personen die geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België hebben. Voor die betaling vult de bevoegde agent de stroken A, B en C van het formulier in, waarvan :

- strook A wordt verzonden aan het Openbaar Ministerie bij de bevoegde politierechtbank;
- strook B aan het boekje gehecht blijft;
- strook C aan de overtreder wordt overhandigd.

De som wordt betaald in euro met bankbiljetten en, in voorkomend geval, met munten van 1 of 2 euro.

**Art. 5.** § 1. Indien de overtreder de vastgestelde inbreuk betwist, is de per inbreuk in consignatie te geven som dezelfde als de te innen som.

§ 2. In geval van consignatie van een som wordt gebruik gemaakt van genummerde formulieren die samengevoegd zijn in genummerde boekjes en die overeenstemmen met het model bepaald in de bijlage 2 bij dit besluit.

**Art. 6.** Wanneer een formulier voor inning of consignatie van een som ongeldig moet worden gemaakt, stelt de ambtenaar, die er houder van is, het ongeldig maken vast door middel van een gedagtekende en ondertekende vermelding op alle stroken van het formulier.

**Art. 7.** De beproeving van het nalenssysteem waarvan sprake in aanhangsel II van de uitvoeringsregeling moet worden uitgevoerd door een classificatiemaatschappij die is erkend volgens de bepalingen van bijlage VII bij het koninklijk besluit van 19 maart 2009 betreffende de technische voorschriften voor binnenschepen of door een verdragsstaat of door een instelling die erkend is door één der verdragsstaten.

**Art. 8.** § 1. Het olie-afgifteboekje bedoeld in artikel 2.03 van de uitvoeringsregeling wordt verstrekt door de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer.

§ 2. De verstrekking van het olie-afgifteboekje geeft aanleiding tot de betaling van een retributie van 15 euro.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** Le ministre qui a le transport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 janvier 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,  
M. WATHELET

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 10.** De minister bevoegd voor het vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 januari 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,  
M. WATHELET

Annexe 1<sup>er</sup> à l'arrêté royal relatif à la perception et la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et portant exécution de certaines dispositions de cette convention.

	Infraction	Base légale	Amende
1)	Conduire un bâtiment motorisé utilisant du gazole sans que celui-ci dispose du carnet de contrôle des huiles usagées prescrit à bord du bâtiment.	Art. 2.03,1 Règlement d'application	200 €
2)	Ne pas conserver à bord le carnet de contrôle des huiles usagées précédent pendant 6 mois.	Art. 2.03,1 Règlement d'application	75 €
3)	Ne pas fournir et mettre en main propre l'attestation de déchargement par le destinataire de la cargaison.	Art. 7.01 Règlement d'application	200 €
4)	Ne pas pouvoir présenter une attestation de déchargement valable par le conducteur.	Art. 6.03,1 Règlement d'application	150 €
5)	Ne pas conserver à bord la ou les attestations de déchargement pendant 6 mois.	Art. 6.03.1 Règlement d'application	150 €
6)	Ne pas disposer d'un ECO-compte.	Art. 3.03.5a Règlement d'application	500 €
7)	Ne pas présenter une ECO-carte lors de l'avitaillement.	Art. 3.03.6b Règlement d'application	250 €
8)	Refus par l'exploitant du bâtiment d'ouvrir un ECO-compte.	Art. 3.03,4 et Art. 3.03,5 Règlement d'application	1000 €
9)	Non-paiement par l'exploitant du bâtiment ou son représentant, à une des institutions nationales, de la rétribution d'élimination due pour la quantité de gazole avitaillée.	Art. 3.03.3 et Art.3.03.4 Règlement d'application	350 €
10)	Ne pas conserver à bord pendant une période de 12 mois les justificatifs d'approvisionnement en gazole avec les preuves de transaction y annexées.	Art. 3.04.2 Règlement d'application	500 €

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 janvier 2013 relatif à la perception et la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et portant exécution de certaines dispositions de cette convention.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,  
M. WATHELET

Bijlage 1 bij het koninklijk besluit betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken op het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van sommige bepalingen van dit verdrag.

	Overtreding	Rechtsgrond	Boete
1)	Voeren van een gemotoriseerd schip dat gasolie verbruikt zonder het voorgeschreven olie-afgifteboekje aan boord van het schip te hebben.	Art. 2.03,1 Uitvoeringsregeling	200 €
2)	Niet aan boord bewaren van het voorgaande olie-afgifteboekje gedurende een periode van 6 maanden.	Art. 2.03,1 Uitvoeringsregeling	75 €
3)	Niet verstrekken en overhandigen van een ingevulde losverklaring door de ladingontvanger.	Art. 7.01 Uitvoeringregeling	200 €
4)	Niet kunnen voorleggen van een geldige losverklaring door de schipper.	Art. 6.03,1 Uitvoeringregeling	150 €
5)	Het niet aan boord bewaren van de losverklaring(en) gedurende een periode van 6 maanden.	Art. 6.03.1 Uitvoeringregeling	150 €
6)	Niet beschikken over een ECO-rekening.	Art. 3.03.5a Uitvoeringregeling	500 €
7)	Niet voorleggen van een ECO-kaart bij het bunkeren.	Art. 3.03.6b Uitvoeringregeling	250 €
8)	Weigering door de scheepsexploitant om een ECO-rekening te openen.	Art. 3.03,4 en Art. 3.03,5 Uitvoeringregeling	1000 €
9)	Niet betaling, aan één van de nationale instituten, door de scheepsexploitant of diens vertegenwoordiger, van de verwijderingsbijdrage die moet betaald worden in overeenstemming met de gebunkerde hoeveelheid gasolie.	Art. 3.03.3 en Art. 3.03.4 Uitvoeringregeling	350 €
10)	Het niet aan boord bewaren van de bunkerverklaring met de daaraan gehechte transactiebewijzen gedurende een periode van 12 maanden.	Art. 3.04.2 Uitvoeringregeling	500 €

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 8 januari 2013, betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken op het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van sommige bepalingen van dit verdrag.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,

M. WATHELET

Annexe 2 à l'arrêté royal relatif à la perception et la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et portant exécution de certaines dispositions de cette convention.

Modèle des formulaires numérotés

**ROYAUME DE BELGIQUE**

<input type="checkbox"/>	<b>Perception <sup>(1)</sup></b>
<input type="checkbox"/>	<b>Consignation <sup>(1)</sup></b>

	N° carnet	N° formulaire
<b>VOLET A : ORIGINAL DESTINE AU PARQUET</b>		

Lieu: ..... Date: ..... Heure: .....

**CONTREVENANT**(à compléter par le contrevenant en cas d'absence au moment du constat)

Nom, prénom: ..... Date de naissance: .....

Rue, n° : .....

Code postal: ..... Commune: .....

Pays: ..... Nat.: .....

Coordonnées de l'employeur: .....

.....

**BATIMENT**

Numéro européen unique d'identification des bateaux : ..... Type: .....

Nom du bateau : .....

**NATURE DE(S) (L')INFRACTION(S)**

Réglementation(s) + art	Description de l'infraction
N° P.V. en cas de consignation	

**SOMME A PAYER – MODALITES DE PAIEMENT**

**Somme à payer <sup>(1)</sup>**

Paiement en espèces (en euros)

Carte bancaire ou de crédit

Virement n° communication structurée



Nom du verbalisant : ..... Signature: .....

**A COMPLETER PAR LE CONTREVENANT**

Somme payée (en euros) :

Nom : ..... Signature: .....

<sup>(1)</sup> cocher la case qui convient

**ROYAUME DE BELGIQUE**

- Perception <sup>(1)</sup>  
 Consignation <sup>(1)</sup>

N° carnet

N° formulaire

**VOLET B : COPIE A CONSERVER DANS LE CARNET  
DE L'AGENT QUALIFIE**

Lieu: ..... Date: ..... Heure: .....

**CONTREVENANT (à compléter par le contrevenant en cas d'absence au moment du constat)**

Nom, prénom : ..... Date de naissance : .....

Rue, N° : .....

Code postal : ..... Commune: .....

Pays: ..... Nat: .....

Coordonnées de l'employeur: .....

**BATIMENT**

Numéro européen unique d'identification des bateaux : ..... Type: .....

Nom du bateau : .....

**NATURE DE(S)(L')INFRACTION(S)**

Réglementation(s) + art	Description de l'infraction

N° P.V. en cas de consignation

**SOMME A PAYER – MODALITES DE PAIEMENT**

**Somme à payer <sup>(1)</sup>**

Paiement en espèces (en euros)

Carte bancaire ou de crédit

Virement

n° communication structurée

Nom du verbalisant : ..... Signature : .....

**A COMPLETER PAR LE CONTREVENANT**

Somme payée (en euros) :

Nom : ..... Signature: .....

<sup>(1)</sup> cocher la case qui convient

**ROYAUME DE BELGIQUE**

- Perception <sup>(1)</sup>  
 Consignation <sup>(1)</sup>

N° carnet

N° formulaire

**VOLET C : COPIE DESTINÉE AU CONTREVENANT**

Lieu : ..... Date : ..... Heure : .....

**CONTREVENANT (à compléter par le contrevenant en cas d'absence au moment du constat)**

Nom, prénom: ..... Date de naissance : .....

Reu, N° : .....

Code postal : ..... Commune: .....

Pays : ..... Nat.: .....

Coordonnées de l'employeur : .....

**BATIMENT**

Numéro européen unique d'identification des bateaux : ..... Type: .....

Nom du bateau : .....

**NATURE DE(S)(L') INFRACTION(S)**

Réglementation(s) + art	Description de l'infraction

N° P.V. en cas de consignation

**SOMME A PAYER – MODALITES DE PAIEMENT**

**Somme à payer <sup>(1)</sup>**

Paiement en espèces (en euros)

Carte bancaire ou de crédit

Virement

n° communication structurée

Nom du verbalisant : ..... Signature : .....

**A COMPLETER PAR LE CONTREVENANT**

somme payée (en euros) :

Nom : ..... Signature : .....

Le paiement éteint l'action publique, sauf si le Ministère public vous a notifié son intention de poursuivre pénalement .

Le non paiement de la perception peut entraîner la proposition d'une transaction par le Ministère public ou une citation devant le tribunal compétent

<sup>(1)</sup> cocher la case qui convient

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 janvier 2013 relatif à la perception et la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et portant exécution de certaines dispositions de cette convention.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,

Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

M. WATHELET

Bijlage 2 bij het koninklijk besluit betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken op het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van sommige bepalingen van dit verdrag.

Model genummerde formulieren

**KONINKRIJK BELGIË**

<input type="checkbox"/>	<b>Inning</b> <sup>(1)</sup>
<input type="checkbox"/>	<b>Consignatie</b> <sup>(1)</sup>

	<b>Nr. boekje</b>	<b>Nr. formulier</b>
<b>STROOK A : ORIGINEEL BESTEMD VOOR HET PARKET</b>		

Plaats: ..... Datum: ..... Uur: .....

**OVERTREDER** (in te vullen door de overtreder in geval van afwezigheid op het ogenblik van de vaststelling)

Naam, voornaam: .....	Geboortedatum: .....
Straat, nr.: .....	
Postcode : .....	Gemeente: .....
Land: .....	Nat.: .....
Gegevens van de werkgever: .....	
.....	

**VAARTUIG**

Uniek Europees scheepsidentificatienr .....	Type: .....
Naam Schip : .....	

**AARD VAN DE INBREUK(EN)**

Reglementering(en) + art	Omschrijving van de overtreding
Nr. P.V. in geval van consignatie	

**TE BETALEN SOM - BETALINGSMODALITEITEN**

<b>Te betalen som</b> <sup>(1)</sup>			
<input type="checkbox"/>	Contante betaling (in euro)	<input type="text"/>	
<input type="checkbox"/>	Bank- of kredietkaart		
<input type="checkbox"/>	Overschrijving	nr. gestructureerde betaling	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>

Naam van de verbalisant : ..... Handtekening: .....

**IN TE VULLEN DOOR DE OVERTREDER**

Betaalde som (in euro) :

Naam : ..... Handtekening: .....

<sup>(1)</sup> het vakje dat van toepassing is aankruisen

**KONINKRIJK BELGIË**

- Inning <sup>(1)</sup>  
 Consignatie <sup>(1)</sup>

Nr. boekje

Nr. formulier

**STROOK B : AFSCHRIFT TE BEWAREN IN HET  
BOEKJE VAN DE BEVOEGDE AGENT**

Plaats: ..... Datum: ..... Uur: .....

**OVERTREDER** (in te vullen door de overtreder in geval van afwezigheid op het ogenblik van de vaststelling)

Naam, voornaam: ..... Geboortedatum: .....

Straat, nr.: .....

Postcode : ..... Gemeente: .....

Land: ..... Nat.: .....

Gegevens van de werkgever: .....

**VAARTUIG**

Uniek Europees scheepsidentificatienr ..... Type: .....

Naam Schip : .....

**AARD VAN DE INBREUK(EN)**

Reglementering(en) + art	Omschrijving van de overtreding

Nr. P.V. in geval van consignatie

**TE BETALEN SOM - BETALINGSMODALITEITEN**

**Te betalen som** <sup>(1)</sup>

Contante betaling (in euro)

Bank- of kredietkaart

Overschrijving

nr. gestructureerde betaling

--	--	--	--

Naam van de verbalisant : ..... Handtekening: .....

**IN TE VULLEN DOOR DE OVERTREDER**

Betaalde som (in euro) :

Naam : ..... Handtekening: .....

<sup>(1)</sup> het vakje dat van toepassing is aankruisen

**KONINKRIJK BELGIË**

<input type="checkbox"/>	<b>Inning</b> <sup>(1)</sup>
<input type="checkbox"/>	<b>Consignatie</b> <sup>(1)</sup>

Nr. boekje

Nr. formulier

**STROOK C : AFSCHRIFT VOOR DE OVERTREDER**

Plaats: ..... Datum: ..... Uur: .....

**OVERTREDER** (in te vullen door de overtreder in geval van afwezigheid op het ogenblik van de vaststelling)

Naam, voornaam: ..... Geboortedatum: .....

Straat, nr.: .....

Postcode : ..... Gemeente: .....

Land: ..... Nat: .....

Gegevens van de werkgever: .....

.....

**VAARTUIG**

Uniek Europees scheepsidentificatienr: ..... Type: .....

Naam Schip : .....

**AARD VAN DE INBREUK(EN)**

Reglementering(en) + art	Omschrijving van de overtreding

Nr. P.V. in geval van consignatie

**TE BETALEN SOM - BETALINGSMODALITEITEN**

**Te betalen som** <sup>(1)</sup>

Contante betaling (in euro)

Bank- of kredietkaart

<input type="checkbox"/>	Overschrijving	nr. gestructureerde betaling			
--------------------------	----------------	------------------------------	--	--	--

Naam van de verbalisant : .....	Handtekening: .....
---------------------------------	---------------------

<b>IN TE VULLEN DOOR DE OVERTREDER</b>	
Betaalde som (in euro) :	
Naam : .....	Handtekening: .....

De betaling dooft de strafvordering uit, behalve als het Openbaar Ministerie zijn intentie om strafrechtelijk te vervolgen heeft betekend. De niet-betaling van de inning kan een voorstel tot minnelijke schikking door het Openbaar Ministerie of een dagvaarding voor de bevoegde rechtbank met zich meebrengen.

<sup>(1)</sup> het vakje dat van toepassing is aankruisen

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 8 januari 2013 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken op het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van sommige bepalingen van dit verdrag.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,

M. WATHELET